

Service risques et installations classées  
12-14 rue des Archives  
94000 CRÉTEIL

Créteil, le 16 novembre 2022

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/10/2022

### **Partie nominative**

#### **ANZZO PRESSING**

11 avenue Roger Salengro  
94500 Champigny-sur-Marne

*Affaire suivie par : Anne JOHANNY*  
anne.johanny@developpement-durable.gouv.fr  
Tél. 01 49 80 26 12

**Référence : DRIAT-IF/UD94/SRIC/PESSVMO/AJ/2022/N°371**  
N°dossier : 94-20054  
Code AIOT : 0100008073

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 05/10/2022 de l'établissement exploité par la société ANZZO PRESSING implanté 11 avenue Roger Salengro à Champigny-sur-Marne. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

#### **Les participants à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées, sont :**

- Mme JOHANNY Anne, inspectrice de l'environnement

#### **Les participants à l'inspection, hors inspection des installations classées, sont :**

- M. SAHLA Mohamed, gérant

*Rédacteur*  
L'inspectrice de l'environnement

SIGNE

**Anne JOHANNY**

*Vérificateur/Approbateur*  
Pour la directrice et par délégation, la cheffe du  
service risques et installations classées

SIGNE

**Isabelle SATIN**

## Rapport de l'inspection des installations classées

### Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 05/10/2022 de l'établissement exploité par la société ANZZO PRESSING implanté 11 avenue Roger Salengro à Champigny-sur-Marne, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Madame la Préfète les propositions suivantes.

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, il est proposé une **lettre de suite préfectorale** pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- **Point de contrôle n°1** : Cessation définitive d'activité d'une ICPE à déclaration  
Référence réglementaire : Code de l'environnement, article : L.512-12-1 – R.512-66-1 – R.512-66-3  
**Action attendue** : Transmettre une notification de cessation d'activité via le formulaire CERFA n°15275\*04 .  
Délai : 3 mois à compter de la date de la lettre de suite

Conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement, une copie du présent rapport est transmise par l'inspection des installations classées à l'exploitant.

Service risques et installations classées  
12-14 rue des Archives  
94000 CRÉTEIL

Créteil, le 16 novembre 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/10/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **ANZZO PRESSING**

11 avenue Roger Salengro  
94500 Champigny-sur-Marne

**Référence : DRIAT-IF/UD94/SRIC/PESSVMO/AJ/2022/N°371GR**

N°dossier : 94-20054

Code AIOT : 0100008073

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/10/2022 dans l'établissement exploité par la société ANZZO PRESSING implanté 11 avenue Roger Salengro à Champigny-sur-Marne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale de l'inspection des installations classées qui vise les pressings classés selon la rubrique n°2345 (DC). Cette action a pour objectif principal de vérifier l'absence de machine de nettoyage à sec utilisant du perchloroéthylène dans les locaux contigus à des locaux occupés par des tiers.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ANZZO PRESSING
- 11 avenue Roger Salengro 94500 Champigny-sur-Marne
- Code AIOT : 0100008073
- Régime : Néant

Cet établissement était classé à déclaration selon la rubrique 2345-2 [DC], pour une activité de nettoyage à sec utilisant du perchloroéthylène (PCE). Le pressing est mitoyen d'un restaurant. Aujourd'hui, il exerce une activité d'aqua nettoyage.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Présence d'une machine utilisant du PCE

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ✓ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ✓ les observations éventuelles ;
  - ✓ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ✓ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Cessation définitive d'activité d'une ICPE à déclaration	Code de l'environnement article L.512-12-1 – R.512-66-1 – R.512-66-3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Absence de machine de nettoyage à sec utilisant du perchloroéthylène	Arrêté Ministériel du 31/08/2009, article Annexe I – 2.3.3	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présence d'aucune machine de nettoyage à sec utilisant du perchloroéthylène n'a été constatée dans le pressing. Cependant, aucune notification de cessation d'activité n'a été transmise à la préfecture du Val-de-Marne.

### 2-4) Fiches de constats

**Point de contrôle N° 1 : Cessation définitive d'activité d'une ICPE à déclaration**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 19/08/2021, article L.512-12-1 – R.512-66-1 – R.512-66-3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Cessation d'activité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L.512-12-1 Lorsque l'installation soumise à déclaration est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant place le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur comparable à la dernière période d'activité de l'installation. Il en informe le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation ainsi que le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme. « Selon les modalités et dans les cas définis par décret en Conseil d'Etat, l'exploitant fait attester de la mise en œuvre des mesures relatives à la mise en sécurité du site par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.</p> <p>R.512-66-1 I. « Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations un mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. » « II. La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations concernées, la mise en sécurité telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site. « III. Lorsque la mise en sécurité est achevée, l'exploitant en informe par écrit le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, le ou les propriétaires des terrains concernés et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. « Si l'installation relève des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement définies à l'article R. 512-66-3, l'attestation prévue à l'article L. 512-12-1 est jointe à cette information. Cette attestation est établie par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.</p> <p>« IV. L'exploitant procède à la réhabilitation des terrains des installations concernées de manière à ce qu'il permette un usage futur du site comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations. Lorsque la réhabilitation n'est pas réalisée en même temps que la mise en sécurité, il informe par écrit de son achèvement le préfet, le ou les propriétaires des terrains concernés ainsi que le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme. »</p> <p>R.512-66-3 Les rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement définie à l'article R. 511-9 du code de l'environnement pour lesquelles l'attestation prévue à l'article L. 512-12-1 est requise sont les suivantes : [...], 2345, [...].</p>
<p><b>Constats :</b> L'inspection a constaté sur site l'absence de machine, de produits dangereux et de déchets liés à l'activité de nettoyage à sec. Le pressing n'a d'activité de nettoyage à sec (passage à l'aqua nettoyage). Selon l'exploitant, l'activité a cessé en il y a 4 ou 5 ans Cependant, l'exploitant n'a pas notifié au préfet l'arrêt définitif de l'installation. Ceci constitue une non-conformité.</p>
<p><b>Observations :</b> L'exploitant doit conformer aux dispositions des articles L.512-12-1, R.512-66-1 et R.512-66-3 du code de l'environnement. Ainsi l'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Notifier au préfet de la date de cessation, des terrains concernés, tout en indiquant les mesures prises ou prévues pour la mise en sécurité</li> <li>• Assurer la mise en sécurité du site ;</li> <li>• Faire attester de la mise en œuvre des mesures relatives à la mise en sécurité du site par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine:</li> <li>• Placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur comparable à la dernière période d'activité de l'installation;</li> <li>• Informer par écrit le préfet, le ou les propriétaires des terrains concernés et le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme de : <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ la mise en sécurité effective de l'installation, en fournissant notamment l'attestation de mise en sécurité du site ;</li> <li>✓ la remise en état du site.</li> </ul> </li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**Point de contrôle N° 2 : Absence de machine de nettoyage à sec utilisant du perchloroéthylène**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/08/2009, article Annexe I – 2.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Perchloroéthylène
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les machines de nettoyage à sec utilisant du perchloroéthylène ou tout autre solvant dont la tension de vapeur à 20 °C est supérieure ou égale à 1900 Pa, ne sont pas situées dans des locaux contigus à des locaux occupés par des tiers.
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté l'absence de machine utilisant du perchloroéthylène dans le pressing. Selon l'exploitant, la machine a été évacuée il y a 4 ou 5 ans. Le pressing est mitoyen d'un restaurant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet